

Afin d'harmoniser le suivi de l'obligation de débarquement, il est proposé d'ajouter le prélèvement sur le dépassement individuel du quota de cabillaud dans les zones-C.I.E.M. VIIb, c, e-k et VIII au protocole avec la 'Redersentrale'. De plus, les dépassements relatifs aux espèces de lingue et aiglefin doivent être ajoutés également à ce protocole. Après consultation de l'organisation de producteurs, le maintien du quota de raie est supprimé du protocole.

Pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2020 jusqu'au 30 juin 2020 la commission des quotas a décidé d'admettre des majorations limitées des quantités de cabillaud dans la Mer du Nord par voyage en mer pour des navires de mer. A cette fin, des quantités de captures adaptées seront fixées à partir du 15 mai 2020. Le plafond quotidien pour des navires munis d'engins BT1 of TR1 sera fixé à 500 kg par jour. En 2020 un quota initial de 682 tonnes de cabillaud est disponible, ce qui signifie une réduction drastique de 50% comparé à 2019. Toutefois, la flexibilité interannuelle visée à l'article 15, alinéa 9, du Règlement (UE) n° 1380/2013 peut être appliquée,

LA MINISTRE FLAMANDE DE L'ECONOMIE, DE L'INNOVATION, DE L'EMPLOI, DE L'ECONOMIE SOCIALE ET DE L'AGRICULTURE ARRÊTE :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 14 de l'arrêté ministériel du 23 décembre 2019 portant des mesures complémentaires temporaires de conservation pour l'année 2020 des réserves de poisson en mer, modifié par l'arrêté ministériel du 7 février 2020, est modifié comme suit :

1° au §2 les mots "55 kg" sont remplacés par les mots "85 kg";

2° le §4 est complété par un 2<sup>ème</sup> alinéa, comme suit:

"Des voyages en mer mixtes sont également interdits entre les zones-C.I.E.M. IV et VIIa."

**Art. 2.** L'article 22, paragraphe 2, du même arrêté est complété par un 5<sup>ème</sup> et 6<sup>ème</sup> alinéa, comme suit:

"Dans la période du 15 mai 2020 jusqu'au 31 décembre 2020 inclus, il est interdit aux navires de pêche du PSF, effectuant des voyages en mer mixte dans les zones-C.I.E.M. VIIId, et VIIIf, g, que les captures de sole réalisées dans la zone-C.I.E.M. VIIId réalisées pendant un voyage en mer, dépassent une quantité égale à 150 kg, multipliée par le nombre de jours de navigation réalisé pendant ce voyage en mer dans la zone-C.I.E.M. VIIId.

Dans la période du 15 mai 2020 jusqu'au 31 décembre 2020 inclus, il est interdit aux navires de pêche du GSF, effectuant des voyages en mer mixte dans les zones-C.I.E.M. VIIId, et VIIIf, g, que les captures de sole réalisées dans la zone-C.I.E.M. VIIId réalisées pendant un voyage en mer, dépassent une quantité égale à 300 kg, multipliée par le nombre de jours de navigation réalisé pendant ce voyage en mer dans la zone-C.I.E.M. VIIId. "

**Art. 3.** Dans l'article 23 du même arrêté, modifié par l'arrêté ministériel du 22 janvier 2020, au deuxième alinéa les mots "250 kg" sont remplacés par les mots "300 kg".

**Art. 4.** Dans l'article 25, paragraphe 6, du même arrêté, modifié par l'arrêté ministériel du 18 mars 2020, au deuxième alinéa les mots "300 kg" sont remplacés par les mots "500 kg".

**Art. 5.** L'article 28 du même arrêté est complété par un paragraphe 6, comme suit:

"§6. Les paragraphes 2 jusqu'au 5 inclus ne s'appliquent pas dans la zone-C.I.E.M. VIIId et particulièrement pour le cabillaud dans les zones-C.I.E.M. II et IV."

**Art. 6.** Dans l'article 29, paragraphe 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les mots « sous forme de plafonds quotidiens, visées à l'article 25 paragraphe 4 et 5, l'article 26 et l'article 27 paragraphe 1, 2, 3, 5, 6, 7, 9 et 10 seront utilisées au bénéfice des retraits de l'organisation de producteurs 'Redersentrale' » sont remplacés par les mots « visées à l'article 19 et sous forme de plafonds quotidiens, visées à l'article 25 paragraphe 4 et 5, l'article 25/1 et l'article 27 paragraphe 1, 2, 3, 5, 6, 7, 8, 9, 10 et 11 seront utilisées au bénéfice des retraits de l'organisation de producteurs 'Redersentrale'. ».

**Art. 7.** Le présent arrêté entre en vigueur le 15 mai 2020. Il cesse d'être en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2021.

Bruxelles, 8 mai 2020.

La Ministre flamande de l'Économie, de l'Innovation, de l'Emploi, de l'Économie sociale et de l'Agriculture,  
H. CREVITS

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2020/202178]

#### 30 AVRIL 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2018 relatif à la gestion et à la traçabilité des terres et modifiant diverses dispositions en la matière

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, l'article 3, modifié en dernier lieu par le décret du 16 février 2017;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols, les articles 4 et 5;

Vu l'arrêté du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets, modifié en dernier lieu par l'arrêté du 28 février 2019;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2018 relatif à la gestion et à la traçabilité des terres et modifiant certaines dispositions en la matière;

Vu le rapport de genre établi le 30 avril 2020 conformément à l'article 3, 2<sup>o</sup>, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations Unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, l'article 3, § 1<sup>er</sup>;

Vu l'urgence;

Considérant que l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2018 susvisé entre en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 2020;

Considérant que la crise sanitaire du COVID-19, et les mesures de confinement prises dans ce cadre, affectent la majorité des chantiers nécessitant un transport de terres; qu'elles n'ont pas permis de réaliser les contrôles qualité des terres requis comme un préalable à l'évacuation des terres dès le 1<sup>er</sup> mai 2020;

Considérant que la reprise des activités des chantiers nécessitant un transport de terres doit être facilitée; qu'il convient néanmoins d'assurer une valorisation efficiente des terres excavées dans une démarche d'économie circulaire et de protection de l'environnement;

Considérant la nécessité immédiate de préserver la sécurité juridique;

Considérant l'urgence qui ne permet pas d'attendre l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat dans un délai ramené à cinq jours;

Sur la proposition de la Ministre de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Un article 63/1 est inséré dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2018 relatif à la gestion et à la traçabilité des terres et modifiant diverses dispositions en la matière, tel que modifié en dernier lieu par l'arrêté du 25 octobre 2019, libellé comme suit :

« Art. 63/1. § 1<sup>er</sup>. Jusqu'au 31 octobre 2020, les terres de déblais acheminées directement dans une installation autorisée où elles font l'objet d'un contrôle qualité conformément au chapitre II sont dispensées de ce contrôle qualité avant de quitter le site d'origine. Dans ce cas, l'article 27, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, n'est pas d'application.

§ 2. Le maître d'ouvrage d'un chantier dont la notification du marché, à l'exclusion des accords-cadres et des marchés qui en découlent, est antérieure au 1<sup>er</sup> mai 2020 et qui ne dispose pas d'un certificat de contrôle qualité des terres au 1<sup>er</sup> mai 2020 peut opter pour l'application des dispositions réglementaires relatives à la valorisation des terres en vigueur avant le 1<sup>er</sup> mai 2020. Il en effectue la déclaration préalable à l'administration avant le 1<sup>er</sup> juin 2020 selon les modalités publiées sur le portail environnement de Wallonie.

Le maître d'ouvrage d'un chantier d'un marché public issu d'un accord-cadre dont l'ordre de commencer les travaux est antérieur au 1<sup>er</sup> mai 2020 et qui ne dispose pas d'un certificat de contrôle qualité des terres au 1<sup>er</sup> mai 2020 peut opter pour l'application des dispositions réglementaires relatives à la valorisation des terres en vigueur avant le 1<sup>er</sup> mai 2020. Il en effectue la déclaration préalable à l'administration avant le 1<sup>er</sup> juin 2020 selon les modalités publiées sur le portail environnement de Wallonie.

La déclaration comporte les informations suivantes :

1<sup>o</sup> l'identité du maître d'ouvrage ainsi que ses coordonnées, et, dans le cas d'une personne morale, son objet social, sa forme juridique, ainsi que le nom, le lien juridique, le numéro d'appel et l'adresse courriel d'une personne de contact;

2<sup>o</sup> l'adresse du chantier, et la référence cadastrale des parcelles excavées;

3<sup>o</sup> la preuve de la date de l'ordre de commencer les travaux;

4<sup>o</sup> l'indication en toutes lettres que le maître d'ouvrage opte pour l'application du régime de valorisation des terres prévu à l'annexe 1 de l'arrêté du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets tel qu'en vigueur avant le 1<sup>er</sup> mai 2020, pour une période n'excédant pas le 31 octobre 2020 et qu'il en informe l'entreprise de travaux concernée, sans préjudice du droit, pour le site récepteur, de réclamer ou réaliser un contrôle qualité sur les terres;

5<sup>o</sup> la date et la signature du Maître d'ouvrage.

La déclaration dispense de l'application des chapitre II à VI du présent arrêté pour l'évacuation et l'utilisation des terres, jusqu'au 31 octobre 2020.

Pour le maître d'ouvrage ayant introduit la déclaration, les certificats d'utilisation délivrés pour la valorisation de terres et de terres décontaminées en application de l'arrêté du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets restent valables jusqu'au 31 octobre 2020 pour les chantiers visés par la déclaration. ».

**Art. 2.** A l'article 64, alinéa 4, du même arrêté, après les mots « 1<sup>er</sup> mai 2020 » sont insérés les mots « sans préjudice de l'article 63/1, § 2; ».

**Art. 3.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 2020.

**Art. 4.** La Ministre de l'Environnement est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 30 avril 2020.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,

C. TELLIER

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2020/202178]

**30. APRIL 2020 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Juli 2018 über die Bewirtschaftung und Rückverfolgbarkeit von Erde und zur Abänderung verschiedener einschlägiger Bestimmungen**

Die Wallonische Regierung

Aufgrund des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, Artikel 3, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 16. Februar 2017;

Aufgrund des Dekrets vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung, Artikel 4 und 5;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juni 2001 zur Förderung der Aufwertung bestimmter Abfälle, zuletzt abgeändert durch den Erlass vom 28. Februar 2019;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. Juli 2018 über die Bewirtschaftung und Rückverfolgbarkeit von Erde und zur Abänderung verschiedener einschlägiger Bestimmungen;

Aufgrund des Genderberichts vom 30. April 2020, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, Artikel 3 § 1;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass der oben genannte Erlass der Wallonischen Regierung vom 5. Juli 2018 am 1. Mai 2020 in Kraft tritt;

In der Erwägung, dass die COVID-19-Gesundheitskrise und die in diesem Zusammenhang beschlossenen Ausgangsbeschränkungen die meisten Baustellen beeinträchtigen, die einen Erdtransport erfordern; dass sie die Durchführung der Erdqualitätskontrollen nicht ermöglicht haben, die ab dem 1. Mai 2020 eine Voraussetzung für den Abtransport von Erde sind;

In der Erwägung, dass die Wiederaufnahme der Tätigkeiten auf Baustellen, die den Transport von Erde erfordern, erleichtert werden sollte; dass es dennoch notwendig ist, die effiziente Aufwertung von ausgehobenem Erdreich im Rahmen der Kreislaufwirtschaft und des Umweltschutzes sicherzustellen;

In Erwägung der unverzüglichen Notwendigkeit, die Rechtssicherheit zu wahren;

In Erwägung der Dringlichkeit, die es nicht erlaubt, die Stellungnahme der Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates innerhalb einer Frist abzuwarten, die fünf Tagen nicht überschreitet;

Auf Vorschlag der Ministerin für Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1.** In den Erlass der Wallonischen Regierung vom 5. Juli 2018 über die Bewirtschaftung und Rückverfolgbarkeit von Erde und zur Abänderung verschiedener einschlägiger Bestimmungen, zuletzt abgeändert durch den Erlass vom 25. Oktober 2019, wird ein Artikel 63/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

*„Art. 63/1 - § 1. Bis zum 31. Oktober 2020 wird die Aushuberde, die direkt zu einer genehmigten Anlage transportiert wird, wo sie einer Qualitätskontrolle gemäß Kapitel II unterliegt, vor dem Verlassen des Ursprungsortes von dieser Qualitätskontrolle ausgenommen. In diesem Fall ist Artikel 27 § 1 Absatz 1 nicht anwendbar.*

*§ 2. Der Bauherr einer Baustelle, deren Auftragsankündigung, mit Ausnahme der Rahmenvereinbarungen und der sich daraus ergebenden Aufträge, vor dem 1. Mai 2020 erfolgt ist und der am 1. Mai 2020 nicht über einen Bodenqualitätskontrollschein verfügt, kann sich für die Anwendung der vor dem 1. Mai 2020 geltenden Vorschriften in Bezug auf die Verwertung von Erde entscheiden. Er gibt vor dem 1. Juni 2020 eine entsprechende vorherige Erklärung bei der Verwaltung ab, nach den auf dem Umweltportal der Wallonie bekanntgegebenen Modalitäten.*

*Der Bauherr einer Baustelle eines aus einer Rahmenvereinbarung entstandenen öffentlichen Auftrags, für den die Anweisung, die Arbeiten zu beginnen, vor dem 1. Mai 2020 gegeben wurde, und der am 1. Mai 2020 nicht über einen Bodenqualitätskontrollschein verfügt, kann sich für die Anwendung der vor dem 1. Mai 2020 geltenden Vorschriften in Bezug auf die Verwertung von Erde entscheiden. Er gibt vor dem 1. Juni 2020 eine entsprechende vorherige Erklärung bei der Verwaltung ab, nach den auf dem Umweltportal der Wallonie bekanntgegebenen Modalitäten.*

*Die Erklärung umfasst die folgenden Angaben:*

*1° Identität und Personalien des Bauherrn und im Falle einer juristischen Person ihren Gesellschaftszweck, ihre Rechtsform, sowie den Namen, das Rechtsverhältnis, die Rufnummer und die E-Mail-Adresse einer Kontaktperson;*

*2° die Adresse der Baustelle und die Katasterreferenz der Parzellen, die Gegenstand des Erdaushubs sind;*

*3° den Nachweis in Bezug auf das Datum der Anweisung, die Arbeiten zu beginnen;*

*4° die Angabe, in vollem Wortlaut, dass der Bauherr sich für die Anwendung der in Anhang 1 des Erlasses vom 14. Juni 2001 zur Förderung der Aufwertung bestimmter Abfälle in der vor dem 1. Mai 2020 geltenden Fassung vorgesehenen Regelung in Bezug auf Verwertung von Erde entscheidet, und zwar für einen Zeitraum, der den 31. Oktober 2020 nicht überschreitet, und dass er das betreffende Bauunternehmen davon in Kenntnis setzt, unbeschadet des Rechts der aufnehmenden Baustelle, eine Qualitätskontrolle für die Erde zu verlangen oder durchzuführen;*

*5° Datum und Unterschrift des Bauherrn.*

*Die Erklärung befreit von der Anwendung der Kapitel II bis VI des vorliegenden Erlasses für den Abtransport und die Nutzung von Erde bis zum 31. Oktober 2020.*

*Für den Bauherrn, der die Erklärung eingereicht hat, bleiben die Verwendungszeugnisse, die in Anwendung des Erlasses vom 14. Juni 2001 zur Förderung der Aufwertung bestimmter Abfälle für die Verwertung von Erde und dekontaminierter Erde erteilt worden sind, für die von der Erklärung betroffenen Baustellen bis zum 31. Oktober 2020 gültig.“*

**Art. 2.** In Artikel 64 Absatz 4 desselben Erlasses werden die Wörter „, unbeschadet des Artikels 63/1 § 2,“ vor die Wörter „in Kraft“ eingefügt.

**Art. 3.** Der vorliegende Erlass tritt am 1. Mai 2020 in Kraft.

**Art. 4.** Die Ministerin für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 30. April 2020

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2020/202178]

**30 APRIL 2020. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 5 juli 2018 betreffende het beheer en de traceerbaarheid van grond en tot wijziging van diverse bepalingen terzake**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, artikel 3, laatst gewijzigd bij het decreet van 16 februari 2017;

Gelet op het decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering, de artikelen 4 en 5;

Gelet op het besluit van 14 juni 2001 waarbij de nuttige toepassing van sommige afvalstoffen bevorderd wordt, laatst gewijzigd bij het besluit van 28 februari 2019;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 5 juli 2018 betreffende het beheer en de traceerbaarheid van grond en tot wijziging van diverse bepalingen terzake;

Gelet op het rapport van 30 april 2020 opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2<sup>o</sup>, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het voornoemde besluit van de Waalse regering van 5 juli 2018 op 1 mei 2020 in werking treedt;

Overwegende dat de gezondheids crisis van COVID-19 en de in dit verband genomen lockdownmaatregelen gevolgen hebben voor het merendeel van de werven waar het vervoeren van de grond nodig is; dat zij het niet mogelijk hebben gemaakt de vereiste kwaliteitscontroles van de grond te verrichten als voorwaarde voor het afvoeren van de grond vanaf 1 mei 2020;

Overwegende dat de hervatting van de activiteiten op werven die het vervoer van grond vereisen, moet worden vergemakkelijkt; dat het niettemin noodzakelijk is te zorgen voor een efficiënt gebruik van de afgegraven aarde in een circulaire economie en een proces van milieubescherming;

Gelet op de onmiddellijke noodzaak om de rechtszekerheid te behouden;

Gelet op de hoogdringendheid, waardoor het onmogelijk is het advies van de Afdeling Wetgeving van de Raad van State af te wachten binnen een tot vijf dagen teruggebrachte termijn;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Er wordt een artikel 63/1 ingevoegd in het besluit van de Waalse Regering van 5 juli 2018 betreffende het beheer en de traceerbaarheid van grond en tot wijziging van diverse bepalingen terzake, zoals laatst gewijzigd bij het besluit van 25 oktober 2019, luidend als volgt:

« Art. 63/1. § 1. Tot 31 oktober 2020 wordt uitgegraven grond die rechtstreeks wordt vervoerd naar een inrichting waarvoor een vergunning is afgegeven en die onderworpen is aan een kwaliteitscontrole overeenkomstig hoofdstuk II, vrijgesteld van kwaliteitscontrole alvorens de plaats van herkomst te verlaten. In dit geval is artikel 27, § 1, eerste lid, niet van toepassing.

§ 2. De opdrachtgever van een werf waarvan de kennisgeving van de opdracht, met uitzondering van de kader-overeenkomsten en de daaruit voortvloeiende opdrachten, vóór 1 mei 2020 plaatsvindt en die op 1 mei 2020 niet over een controlecertificaat van de grondkwaliteit beschikt, kan kiezen voor de toepassing van de reglementaire bepalingen inzake waardevolle benutting van grond die vóór 1 mei 2020 van kracht is. Hij moet vóór 1 juni 2020 een voorafgaande aangifte indienen bij de administratie volgens de procedures die op het milieuportaal van Wallonië zijn gepubliceerd.

De opdrachtgever van een werf van een overheidsopdracht die voortvloeit uit een kader-overeenkomst waarvan de opdracht voor de aanvang van de werkzaamheden vóór 1 mei 2020 is gegeven en die niet beschikt over een controlecertificaat van de grondkwaliteit op 1 mei 2020, kan kiezen voor de toepassing van de reglementaire bepalingen inzake waardevolle benutting van grond die vóór 1 mei 2020 van kracht zijn. Hij moet vóór 1 juni 2020 een voorafgaande aangifte indienen bij de administratie volgens de procedures die op het milieuportaal van Wallonië zijn gepubliceerd.

De aangifte bevat de volgende gegevens :

1<sup>o</sup> de identiteit van de opdrachtgever en zijn contactgegevens en, in het geval van een rechtspersoon, het maatschappelijk doel, de rechtsvorm, en de naam, de juridische band, het telefoonnummer en het e-mailadres van een contactpersoon;

2<sup>o</sup> het adres van de werf en de kadastrale referentie van de uitgegraven percelen;

3<sup>o</sup> het bewijs van de datum van de opdracht om met de werkzaamheden te beginnen;

4<sup>o</sup> de aanduiding in volle letters dat de opdrachtgever kiest voor de toepassing van de regeling voor de waardevolle benutting van grond als bedoeld in bijlage 1 van het besluit van 14 juni 2001 waarbij de nuttige toepassing van sommige afvalstoffen bevorderd wordt, zoals die vóór 1 mei 2020 van kracht was, voor een periode die niet langer is dan 31 oktober 2020, en dat hij het betrokken bedrijf belast met de werken hiervan op de hoogte stelt, onverminderd het recht van de ontvangende site om een kwaliteitscontrole op de grond te eisen of uit te voeren;

5<sup>o</sup> de datum en de handtekening van de opdrachtgever.

De aangifte zorgt ervoor dat men wordt vrijgesteld van de toepassing van de hoofdstukken II tot en met VI van dit besluit voor de afvoer van de grond, tot 31 oktober 2020.

Voor de opdrachtgever die de aangifte heeft ingediend, blijven de gebruikscertificaten, verstrekt voor de verwerking van grond en ontsmette grond overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 14 juni 2001 waarbij de benutting van sommige afvalstoffen begunstigd wordt, geldig tot en met 31 oktober 2020, voor de werven waarop de aangifte betrekking heeft.”.

**Art. 2.** In artikel 64, vierde lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden “onverminderd artikel 63/1, § 2;” ingevoegd na de woorden “1 mei 2020”.

**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking op 1 mei 2020.

**Art. 4.** De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 30 april 2020.

Voor de Regering :  
De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,  
C. TELLIER

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2020/202189]

**30 AVRIL 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2018 relatif à la gestion et à la traçabilité des terres et modifiant diverses dispositions en la matière**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, l'article 3, modifié en dernier lieu par le décret du 16 février 2017;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols, les articles 4 et 5;

Vu l'arrêté du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets, modifié en dernier lieu par l'arrêté du 28 février 2019;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2018 relatif à la gestion et à la traçabilité des terres et modifiant certaines dispositions en la matière;

Vu le rapport de genre établi le 30 avril 2020 conformément à l'article 3, 2<sup>o</sup>, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations Unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, l'article 3, § 1<sup>er</sup>;

Vu l'urgence;

Considérant que l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2018 susvisé entre en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 2020;

Considérant que la crise sanitaire du COVID-19, et les mesures de confinement prises dans ce cadre, affectent la majorité des chantiers nécessitant un transport de terres; qu'elles n'ont pas permis de réaliser les contrôles qualité des terres requis comme un préalable à l'évacuation des terres dès le 1<sup>er</sup> mai 2020;

Considérant que la reprise des activités des chantiers nécessitant un transport de terres doit être facilitée; qu'il convient néanmoins d'assurer une valorisation efficiente des terres excavées dans une démarche d'économie circulaire et de protection de l'environnement;

Considérant la nécessité immédiate de préserver la sécurité juridique;

Considérant l'urgence qui ne permet pas d'attendre l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat dans un délai ramené à cinq jours;

Sur la proposition de la Ministre de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Un article 63/1 est inséré dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2018 relatif à la gestion et à la traçabilité des terres et modifiant diverses dispositions en la matière, tel que modifié en dernier lieu par l'arrêté du 25 octobre 2019, libellé comme suit :

« Art. 63/1. § 1<sup>er</sup>. Jusqu'au 31 octobre 2020, les terres de déblais acheminées directement dans une installation autorisée où elles font l'objet d'un contrôle qualité conformément au chapitre II sont dispensées de ce contrôle qualité avant de quitter le site d'origine. Dans ce cas, l'article 27, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, n'est pas d'application.

§ 2. Le maître d'ouvrage d'un chantier dont la notification du marché, à l'exclusion des accords-cadres et des marchés qui en découlent, est antérieure au 1<sup>er</sup> mai 2020 et qui ne dispose pas d'un certificat de contrôle qualité des terres au 1<sup>er</sup> mai 2020 peut opter pour l'application des dispositions réglementaires relatives à la valorisation des terres en vigueur avant le 1<sup>er</sup> mai 2020. Il en effectue la déclaration préalable à l'administration avant le 1<sup>er</sup> juin 2020 selon les modalités publiées sur le portail environnement de Wallonie.

Le maître d'ouvrage d'un chantier d'un marché public issu d'un accord-cadre dont l'ordre de commencer les travaux est antérieur au 1<sup>er</sup> mai 2020 et qui ne dispose pas d'un certificat de contrôle qualité des terres au 1<sup>er</sup> mai 2020 peut opter pour l'application des dispositions réglementaires relatives à la valorisation des terres en vigueur avant le 1<sup>er</sup> mai 2020. Il en effectue la déclaration préalable à l'administration avant le 1<sup>er</sup> juin 2020 selon les modalités publiées sur le portail environnement de Wallonie.

La déclaration comporte les informations suivantes :

1<sup>o</sup> l'identité du maître d'ouvrage ainsi que ses coordonnées, et, dans le cas d'une personne morale, son objet social, sa forme juridique, ainsi que le nom, le lien juridique, le numéro d'appel et l'adresse courriel d'une personne de contact;

2<sup>o</sup> l'adresse du chantier, et la référence cadastrale des parcelles excavées;

3<sup>o</sup> la preuve de la date de l'ordre de commencer les travaux;

4<sup>o</sup> l'indication en toutes lettres que le maître d'ouvrage opte pour l'application du régime de valorisation des terres prévu à l'annexe 1 de l'arrêté du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets tel qu'en vigueur avant le 1<sup>er</sup> mai 2020, pour une période n'excédant pas le 31 octobre 2020 et qu'il en informe l'entreprise de travaux concernée, sans préjudice du droit, pour le site récepteur, de réclamer ou réaliser un contrôle qualité sur les terres;

5<sup>o</sup> la date et la signature du Maître d'ouvrage.

La déclaration dispense de l'application des chapitre II à VI du présent arrêté pour l'évacuation et l'utilisation des terres, jusqu'au 31 octobre 2020.

Pour le maître d'ouvrage ayant introduit la déclaration, les certificats d'utilisation délivrés pour la valorisation de terres et de terres décontaminées en application de l'arrêté du 14 juin 2001 favorisant la valorisation de certains déchets restent valables jusqu'au 31 octobre 2020 pour les chantiers visés par la déclaration. ».

**Art. 2.** A l'article 64, alinéa 4, du même arrêté, après les mots « 1<sup>er</sup> mai 2020 » sont insérés les mots « sans préjudice de l'article 63/1, § 2; ».